Compte rendu de la rencontre entre Eric Woerth et les syndicats du 26 mars 2010.

« En ce qui concerne l'amélioration de la gestion des 840 000 agents de la fonction publique non titulaires, Éric Woerth a souhaité qu'un projet de loi soit déposé au Parlement avant la fin de l'année 2010 », fait savoir le ministère du Travail, de la Solidarité et de la Fonction publique, dans un communiqué, vendredi 26 mars 2010. Le ministre et son secrétaire d'État en charge de la Fonction publique, Georges Tron, ont présenté l'agenda social pour l'année 2010 aux organisations syndicales et aux employeurs de la fonction publique.

La problématique de l'avenir des contractuels dans la fonction publique avait été lancée par Nicolas Sarkozy en janvier dernier lors d'une émission télévisée : il s'était déclaré « tout à fait prêt à envisager la titularisation progressive des contractuels » de l'Éducation nationale, en réponse à une question d'un enseignant en lycée professionnel présent sur le plateau, « contractuel depuis six ans ».

« Le ministre nous a bien précisé qu'il ne s'agirait pas d'un plan de titularisation de tous les précaires, comme nous le demandons depuis des années, mais qu'il serait mis fin aux pratiques abusives lorsque l'emploi de contractuels intervient pour répondre à des besoins permanents », explique Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU. Elle précise que les discussions devraient s'ouvrir sur ce thème « très prochainement » mais que la méthodologie n'a pas encore été précisée. « Des groupes de travail seront peut-être mis en place dans tous les ministères concernés. »

SALAIRES. Par ailleurs, Éric Woerth « a confirmé la tenue d'une négociation salariale triennale, qui permettra d'aborder de nombreux sujets, tels que l'évolution du point d'indice pour la période 2011 – 2013, ainsi que celle, entre autres, du supplément familial de traitement ». « Les bilatérales devraient commencer sur ce thème au mois de mai », indique Bernadette Groison, sachant que les décisions devront être arrêtées « début juillet ».

Le gouvernement confirme en outre qu'il « poursuivra » la politique menée ces derniers mois en matière de rémunération et « renforcera la prise en compte du mérite des agents avec le développement de l'intéressement collectif dans la fonction publique ». Il précise qu'après « la refonte des grilles des agents de catégorie C et B, la grille des agents de catégorie A sera très prochainement rénovée » et que « cette évolution permettra d'introduire un troisième grade dont l'accès sera réservé aux agents les plus méritants ».

RETRAITES. Concernant l'évolution du régime de retraite des fonctionnaires, Éric Woerth a « rappelé la nécessité d'une concertation approfondie avec les organisations syndicales et les employeurs publics » dont « les modalités seront annoncées prochainement ». « Les négociations débiteront après la remise du rapport du COR le 14 avril, sachant que la loi devra être votée en septembre », rappelle Bernadette Groison.

RÉNOVATION DU DIALOGUE SOCIAL. Éric Woerth rappelle que « le projet de loi portant rénovation du dialogue social dans la fonction publique est en cours de discussion à l'Assemblée nationale » et précise que « des échanges se tiendront avec les organisations syndicales sur le calendrier des élections professionnelles ».

Des élections générales se tiendraient au cours du premier semestre 2011 dans les fonctions publiques d'État et hospitalière.

CONCOURS. Le ministère annonce que « la révision du contenu des concours va se poursuivre, à l'instar du développement des classes préparatoires intégrées (CPI) dans les écoles du service public », le but étant de « garantir plus encore la modernisation du recrutement, afin de mieux prendre en compte l'expérience professionnelle des agents et de garantir la diversification des profils des candidats ».

ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES. Le ministre précise qu'« une réflexion sera menée avec les organisations syndicales » pour répondre « aux défis soulevés par l'emploi des femmes dans la fonction publique ». Aussi, « la politique de fusions de corps sera poursuivie, afin d'offrir un cadre de gestion plus clair aux employeurs et aux agents publics ».

DROITS ET MOYENS SYNDICAUX. « Les discussions sur les droits et moyens syndicaux devraient commencer en avril, mais nous n'avons pas eu de calendrier précis », note la secrétaire générale de la FSU.

« On a appris peu de choses », résume Bernadette Groison qui se dit « déçue de voir que le ministre n'a visiblement pas entendu ce qui s'est passé cette semaine avec la mobilisation du 23 mars dernier et continue dans la même philosophie que précédemment, mettant au coeur de son action l'individualisation des carrières et de la rémunération ».

« Tout est tenu par les restrictions budgétaires, il n'y a aucune politique de l'emploi », estime-t-elle.